



BANQUE LAURENTIENNE

COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

LE 26 FÉVRIER 2004

LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN REVENU NET DE 13,6 MILLIONS \$ POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2004

Sommaire des résultats

La Banque Laurentienne a déclaré un revenu net de 13,6 millions \$, ou 0,43 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2004, comparativement à un revenu net de 19,9 millions \$, ou 0,70 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre de l'exercice financier 2003. Le rendement de l'avoir des actionnaires s'élevait à 6,0 % pour ce premier trimestre 2004, comparativement à 10,3 % pour la même période en 2003. Les résultats pour le premier trimestre 2004 incluent un ajustement unique favorable de 1,7 million \$ des actifs d'impôts futurs, ou 0,06 \$ dilué par action ordinaire, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario. En excluant cet élément, le revenu net s'élèverait à 12,1 millions \$, ou 0,37 \$ dilué par action ordinaire. Les résultats du premier trimestre de 2003 incluaient le gain sur la vente des actions de TSX Group Inc. de 8,5 millions \$ (0,29 \$ dilué par action ordinaire).

Pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2003, le revenu net s'élevait à 50,7 millions \$, ou 2,01 \$ dilué par action ordinaire, et le rendement de l'avoir des actionnaires s'établissait à 29,5 %. Les résultats de ce quatrième trimestre tenaient compte des importantes retombées du gain réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et des frais de restructuration. En excluant l'impact de ces deux éléments sur les résultats du quatrième trimestre 2003, la rentabilité a augmenté au premier trimestre 2004, un résultat attribuable à l'amélioration des autres revenus et à la diminution des salaires et des impôts sur le revenu. Ces derniers éléments ont largement compensé la baisse du volume d'affaires découlant de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Le président et chef de la direction de la Banque, M. Raymond McManus, a commenté les résultats du premier trimestre 2004 en ces termes : « Ces résultats correspondent à nos objectifs. À ce stade-ci, en effet, les revenus soutiennent avantageusement la comparaison avec notre plan d'affaires, tandis que nos ratios de capital, toujours plus solides, nous permettent de bénéficier de toute la flexibilité nécessaire à la mise en oeuvre de nos stratégies d'affaires et au maintien de notre dividende. La croissance des portefeuilles de prêts s'est avérée plus faible que nous ne l'avions prévu, car nous ne sacrifions pas la tarification au dépend des volumes. Par contre, la réduction des dépenses incluant l'impact

de l'initiative en matière de réduction des coûts débutée en 2003, s'est avérée plus positive que prévu. Au cours de ce premier trimestre, nous avons déployé le projet Entrepreneurship à l'ensemble de notre réseau de succursales et les premiers résultats s'avèrent positifs. Nous devons néanmoins continuer à travailler afin de réaliser nos objectifs, puisque la Banque doit faire face à une vive concurrence dans certains de ses marchés clés. L'adhésion de nos employés à la réalisation de notre plan d'affaires triennal est remarquable. À cet égard, ils ont reconnu l'urgence d'agir et le manifestent dans leur travail, tout en comprenant que seules la ténacité et la patience nous permettront d'atteindre nos objectifs. »

Performance et objectifs financiers

La Banque Laurentienne publie ses objectifs financiers au début de chaque exercice financier. Elle rend compte ensuite de ses résultats, sur une base trimestrielle. La Banque n'a pas pour pratique de fournir des objectifs de revenus périodiques.

Strictement à des fins d'information, le tableau ci-dessous permet de comparer les résultats aux objectifs tels que définis par la direction pour l'exercice financier 2004.

Résultats pour 2004	Objectifs 2004	Premier trimestre 2004 réel
1. Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	5 %	6 %
2. Revenu dilué par action	1,44 \$ (12 mois)	0,43 \$
3. Revenu total	503 millions \$ (12 mois)	120,5 millions \$
4. Ratio d'efficacité	77 %	77 %
5. Ratios de capital		
Première catégorie	Minimum de 9,5 %	10,7 %
Capital total	Minimum de 13,0 %	16,0 %
6. Qualité du crédit (niveau de pertes sur prêts)	0,22 %	0,24 %

Faits saillants

L'évolution de la rentabilité de la Banque au cours du premier trimestre 2004, comparativement au quatrième trimestre 2003, s'explique par les facteurs suivants :

- Le revenu total a diminué et s'établissait à 120,5 millions \$ en 2004, comparativement à 130,9 millions \$ au quatrième trimestre 2003, excluant le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Cette diminution résulte principalement de la perte de contribution de 13,6 millions \$ liée à la vente du réseau de succursales hors Québec.
- Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 26 %, et s'élevaient à 92,8 millions \$ en 2004, alors qu'ils étaient de 125,8 millions \$ au quatrième trimestre 2003. La différence par rapport aux résultats du quatrième trimestre 2003 est essentiellement attribuable aux frais de restructuration de 16,6 millions \$ comptabilisés au quatrième trimestre 2003,

ainsi qu'aux retombées de la vente du réseau de succursales hors Québec et à des coûts plus élevés liés à la rémunération incitative en 2003, dus à une prime spéciale comptabilisée au cours du quatrième trimestre.

- Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 77,0 % au premier trimestre 2004, comparativement à 83,4 % (excluant l'impact du gain résultant de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et les frais de restructuration) au quatrième trimestre 2003.
- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 9,8 millions \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 11,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2003.
- Les impôts sur le revenu s'élevaient à 3,4 millions \$ au premier trimestre 2004, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 18,7 %, comparativement à 3,4 millions \$ excluant le gain sur la vente des succursales et les frais de restructuration (soit un taux d'imposition effectif de 31,4 %) au quatrième trimestre 2003. La baisse du taux d'imposition effectif, en 2004, est largement attribuable à un ajustement unique de 1,7 million \$, ou 0,06 \$ dilué par action ordinaire, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario.

Le 2 février 2004, la Banque a vendu son portefeuille de prêts sur carte de crédit ainsi que d'autres droits contractuels pour l'Ontario et l'Ouest canadien, évalués à 27,9 millions \$, à la Banque MBNA Canada pour un montant de 32,9 millions \$, réalisant ainsi un gain de 4,6 millions \$ après les frais de clôture et de conversion afférents. Cette transaction est conforme à la décision de la Banque de concentrer ses énergies et ses ressources dans les marchés où elle détient des avantages concurrentiels, et s'inscrit dans la même logique que la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien au cours de l'exercice financier 2003. Cette transaction sera reflétée dans les résultats du deuxième trimestre.

Estimé de l'impact de la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que du plan de réduction de dépenses instauré en 2003.

(en million de \$)	Contribution des succursales vendues et programme de réduction de dépenses		T4 ajusté	T1 2004	Variation
	T4 2003 ⁽¹⁾				
Revenu net d'intérêt	83,1	10,5	72,6	70,0	Favorable (défavorable) -2,6
Autres revenus	47,8	3,1	44,7	50,5	5,8
Revenu total	130,9	13,6	117,3	120,5	3,2
Provision pour pertes sur prêts	11,0	0,9	10,1	9,8	0,3
Frais autres que d'intérêt	109,2	10,5	98,7	92,8	5,9
Impôts sur le revenu	3,4	0,7	2,7	3,4	-0,7
Part des actionnaires sans contrôle	0,8	---	0,8	1,0	-0,2
Revenu net	6,6	1,5	5,1	13,6	8,5

(1) Excluant le gain sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien (69,9 millions \$ - 54,9 millions \$ net des impôts) et les frais de restructuration (16,6 millions \$ - 10,8 millions \$ net des impôts).

Revue financière

Le revenu total s'établissait à 120,5 millions \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 200,8 millions \$, ou 130,9 millions \$ en excluant le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, au quatrième trimestre 2003. Le revenu net d'intérêt a diminué, passant de 83,1 millions \$ au quatrième trimestre 2003 à 70,0 millions \$ au premier trimestre 2004. La marge nette d'intérêt, en pourcentage de l'actif moyen, a diminué de 1,79 % à 1,69 %. Au premier trimestre 2003, le revenu total s'établissait à 147,6 millions \$, et le revenu net d'intérêt à 87,6 millions \$, tandis que la marge nette d'intérêt s'établissait à 1,88 %.

Comparativement aux premier et quatrième trimestres 2003, la diminution du revenu net d'intérêt est principalement attribuable à la baisse du volume d'affaires à la suite de la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien à la fin de l'exercice financier 2003 tel que prévu et, dans une moindre mesure, à la légère diminution des volumes de prêts restants. De plus, l'augmentation du niveau des liquidités à la suite de la vente des succursales a contribué à diluer la marge au cours du premier trimestre 2004.

Les autres revenus s'élevaient à 50,5 millions \$ pour le premier trimestre 2004, comparativement à 47,8 millions \$, en excluant le gain de 69,9 millions \$ réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, au quatrième trimestre 2003. Cette augmentation de 6 % est principalement attribuable à la très bonne performance des activités de trésorerie et de marchés financiers, et des opérations de courtage. L'application de la nouvelle note d'orientation en comptabilité N° 13 sur les relations de couverture, émise par l'Institut canadien des comptables agréés, n'a eu qu'un impact marginal sur les résultats d'exploitation au premier trimestre 2004. Toutefois, l'évolution du portefeuille d'instruments financiers dérivés pourrait éventuellement se traduire par une volatilité plus importante des revenus, compte tenu de cette nouvelle directive, car certains instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'actif et le passif ne se qualifie plus pour la comptabilité de couverture. La diminution des honoraires sur prêts et dépôts est essentiellement attribuable à la baisse des volumes de prêts et de dépôts à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Pour le premier trimestre 2003, les autres revenus incluaient un gain de 8,5 millions \$, ou 6,7 millions \$ après impôts sur le revenu, réalisé par la vente d'actions de TSX Group Inc.

La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 9,8 millions \$ au premier trimestre 2004, soit 0,24 % de l'actif moyen, comparativement à 11,0 millions \$, ou 0,24 % de l'actif moyen, aux premier et quatrième trimestres 2003. Cette diminution est principalement attribuable aux baisses de volume des portefeuilles de prêts personnels et de prêts commerciaux, à la suite de la vente des succursales, alors que, dans l'ensemble, la qualité est demeurée stable. Les prêts douteux nets ont diminué au cours du trimestre et s'établissaient à 10,5 millions \$, ou 0,1 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, comparativement à 22,0 millions \$, ou 0,2 %, au 31 octobre 2003. Au cours du trimestre, les prêts commerciaux douteux nets ont diminué de 21,5 millions \$ grâce au règlement final de plusieurs comptes. Cette baisse des prêts douteux nets a été partiellement contrebalancée par une légère détérioration de l'ordre de 2,5 millions \$ du portefeuille de prêts personnels. D'un exercice financier à l'autre, les prêts douteux nets ont diminué de 4,3 millions \$: ils s'élevaient à 14,8 millions \$, ou 0,1 %, au 31 janvier 2003. Comparativement à la clôture de l'exercice financier 2003, la provision générale de la Banque

est demeurée inchangée à 77,3 millions \$. La note 2 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 15 %, s'établissant à 92,8 millions \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 109,2 millions \$, en excluant les frais de restructuration de 16,6 millions \$ comptabilisés au quatrième trimestre 2003. Les économies réalisées grâce à la concentration du réseau de succursales dans le marché québécois représentaient quelque 8,6 millions \$ de cette réduction. Le programme de réduction des dépenses, mis en oeuvre au cours du troisième trimestre 2003, a eu un impact favorable sur les dépenses d'environ 1,9 million \$. Le reste de la variation est attribuable principalement à une diminution nette de 5,7 millions \$ des coûts de la rémunération incitative liée à la performance, due à la prime de 7,1 millions \$ accordée au dernier trimestre de 2003, et à l'augmentation de la dépense des régimes de retraite de 1,1 million \$. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 11,8 millions \$ comparativement au premier trimestre 2003, alors qu'ils s'élevaient à 104,6 millions \$, ce qui reflète les retombées de la vente des succursales.

Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 77,0 % au premier trimestre 2004, comparativement à 83,4 %, en excluant le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les frais de restructuration, au quatrième trimestre 2003 (62,7 %, tel que publié), et 70,8 % au premier trimestre 2003. Le nombre d'employés en équivalent temps plein a augmenté à 3 182 au 31 janvier 2004, comparativement à 3 159 au 31 octobre 2003, alors qu'il s'établissait à 3 711 au 31 janvier 2003.

Les impôts sur le revenu s'élevaient à 3,4 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 18,7 %, au premier trimestre 2004, comparativement à 3,4 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 31,4 %, au quatrième trimestre 2003, en excluant le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les frais de restructuration. La diminution du taux d'imposition effectif en 2004 reflète les retombées de l'augmentation unique de 1,7 million \$ des actifs d'impôts futurs, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario tel qu'annoncée récemment. En excluant ces retombées positives, le taux d'imposition effectif se serait établi à 28,1 % au premier trimestre 2004, reflétant les bénéfices d'une baisse des taux d'imposition au Québec, attribuable au fait que la Banque réalise une plus grande part de ses revenus dans cette province depuis la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Au quatrième trimestre 2003, tel que déclaré, le taux d'imposition effectif de la Banque s'établissait à 19,6 %, une situation attribuable principalement à la baisse des impôts sur le gain réalisé sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

L'actif au bilan s'établissait à 16,7 milliards \$ au 31 janvier 2004, soit au même niveau qu'au 31 octobre 2003. L'actif global s'élevait à 18,6 milliards \$ à la même date l'an dernier, soit une diminution de 1,9 milliard \$, ou 10 %, d'un exercice financier à l'autre, à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien au cours du quatrième trimestre 2003. La valeur des liquidités, y compris les actifs achetés en vertu d'ententes de revente et les titres de placement, est demeurée à 4,8 milliards \$, ou 29 % de l'actif global, au 31 janvier 2004, soit au même niveau qu'à la clôture de l'exercice financier 2003, alors qu'elle s'établissait à 4,5 milliards \$, ou 24 % de l'actif global, au 31 janvier 2003. L'augmentation des liquidités d'un exercice financier à l'autre est attribuable au produit net en espèces perçu à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi qu'à la

croissance des dépôts personnels qui s'est avérée plus importante que celle du portefeuille de prêts.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires a diminué, s'établissant à 11,2 milliards \$ au 31 janvier 2004, alors qu'il s'établissait à 11,4 milliards \$ au 31 octobre 2003 et à 13,5 milliards \$ au 31 janvier 2003. Les prêts commerciaux ont diminué de 70 millions \$ et les prêts hypothécaires commerciaux de 35 millions \$ au cours du trimestre. Ces baisses sont attribuables en partie à une baisse de la demande pour du crédit commercial, ainsi qu'à la vive concurrence. La Banque s'est positionnée de manière à accroître son portefeuille de prêts en 2004, mais elle n'est pas disposée à le faire au détriment de la qualité du crédit, conformément à sa décision stratégique de se concentrer sur les segments de marché rentables pour assurer son développement durable. La diminution des prêts personnels, de 80 millions \$ depuis la clôture de l'exercice financier 2003, est attribuable à l'augmentation des remboursements des prêts aux points de vente, tandis que le volume de nouveaux prêts a diminué en raison du changement des stratégies en matière de tarification et de commissions. Les prêts hypothécaires résidentiels sont demeurés stables, à 5,3 milliards \$, alors que de nouveaux prêts, de même que les retombées positives du renouvellement à l'échéance de prêts titrisés ont contrebalancé les remboursements. Malgré les conditions favorables dans le marché immobilier, la concurrence dans le marché des prêts hypothécaires a gêné la capacité de la Banque à assurer la croissance de ces portefeuilles. Quant à la diminution des prêts par rapport au premier trimestre 2003, elle est essentiellement attribuable à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Le total des dépôts des particuliers a légèrement augmenté, de 0,1 milliard \$, par rapport au dernier trimestre et s'élevait à 10,6 milliards \$ au 31 janvier 2004, comparativement à 10,5 milliards \$ au 31 octobre 2003. Les dépôts des particuliers représentaient 85 % des dépôts totaux de 12,5 milliards \$ au 31 janvier 2004, en hausse par rapport à 79 % au 31 octobre 2003. Cette augmentation est attribuable à la diminution du niveau des dépôts d'entreprises et autres dépôts, tandis que la Banque a accru son niveau d'autres instruments de trésorerie.

Le capital total de la Banque, composé de l'avoir des actionnaires ordinaires, d'actions privilégiées, de la part des actionnaires sans contrôle, et de débentures, s'élevait à 1 320 millions \$ au 31 janvier 2004, comparativement à 1 315 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une augmentation de 5 millions \$ au cours de la période.

L'avoir des actionnaires ordinaires a augmenté à 678 millions \$ au 31 janvier 2004, alors qu'il s'établissait à 673 millions \$ au 31 octobre 2003. Le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2004 s'élevait à 23 479 395; la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque a augmenté à 28,86 \$, alors qu'elle s'établissait à 28,73 \$ à la clôture de l'exercice financier 2003.

Les ratios de capital BRI de première catégorie et de capital total ont augmenté, atteignant respectivement 10,7 % et 16,0 %, alors qu'ils atteignaient 10,2 % et 15,2 % au 31 octobre 2003. Le ratio de l'avoir des actionnaires ordinaires tangible (soit l'avoir des actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré par le risque s'est amélioré, s'établissant à 8,2 %, comparativement à 7,8 % au 31 octobre 2003.

Au cours de sa réunion tenue le 26 février 2004, le conseil d'administration, tenant compte des résultats favorables ainsi que de la solide situation financière de la Banque telle qu'attestée par les ratios de capital, a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 10 mars 2004, de même que le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2004 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} avril 2004.

L'**actif administré** s'élevait à 15,8 milliards \$ au 31 janvier 2004, comparativement à 15,5 milliards \$ au 31 octobre 2003, et à 15,1 milliards \$ au 31 janvier 2003. Cette variation est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur marchande des actifs.

Information sectorielle

Au premier trimestre 2004, toutes les lignes d'affaires ont amélioré leurs résultats par rapport au quatrième trimestre 2003. La contribution des autres secteurs a diminué, passant de 0,6 million \$, en excluant les éléments spéciaux décrits ci-dessous, à (5,1) millions \$.

Contributions au revenu net

(en millions \$)	Services financiers aux particuliers	Services financiers aux entreprises	B2B Trust	Gestion du patrimoine et Courtage	Autres	Total
						[note 1]
1^{er} tr. 2004						
Revenu net	7,5	6,7	3,3	1,2	(5,1)	13,6
	40 %	35 %	18 %	7 %	s/o	100 %
4^e tr. 2003						
Revenu net	0,6	2,1	2,5	0,8	44,7	50,7
	10 %	34 %	42 %	14 %	s/o	100 %
1^{er} tr. 2003						
Revenu net	7,3	6,9	3,1	7,4	(4,8)	19,9
	30 %	28 %	12 %	30 %	s/o	100 %

Note 1 : Pourcentage de la contribution au revenu net des quatre lignes d'affaires, à l'exclusion du secteur Autres.

Services financiers aux particuliers

Les Services financiers aux particuliers ont contribué 7,5 millions \$ au revenu net pour le premier trimestre 2004, comparativement à 0,6 million \$ pour le quatrième trimestre 2003. Le ratio d'efficacité s'est amélioré, passant de 91,9 % au quatrième trimestre 2003 à 80,1 % au premier trimestre 2004.

La vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien a eu un impact tout particulier sur cette ligne d'affaires au cours du premier trimestre, alors que des portefeuilles de prêts et de dépôts, estimés à 2,0 milliards \$ et 1,9 milliard \$ respectivement, ont été vendus. La baisse de revenus et de dépenses liée à cette vente est estimée à 13,6 millions \$ et 8,6 millions \$ respectivement, par trimestre, pour l'exercice financier 2004. Cette contribution

de 5,0 millions \$, à laquelle la Banque a renoncé, a été plus que compensée par les éléments suivants : une réduction des coûts liés aux salaires résultant de la prime spéciale accordée au cours du quatrième trimestre 2003; une diminution de la masse salariale et des avantages sociaux, découlant du programme de réduction des coûts et une amélioration de la rentabilité des activités de financement aux points de vente.

La campagne REER est bien amorcée et s'avère très prometteuse à ce jour.

Les Services financiers aux particuliers ont identifié quatre projets destinés à développer leur réseau et à assurer des opérations aussi durables que rentables.

- *Nouvelle signature Banque Laurentienne et optimisation du réseau de succursales*

Des efforts considérables ont été consacrés à l'évaluation de la rentabilité et du potentiel du réseau de succursales actuel. Cette étape, fort importante, a permis d'identifier les marchés où la Banque devrait rehausser sa présence en rénovant, relocalisant ou fusionnant des succursales de son réseau. Elle a également permis de recueillir de l'information sur les marchés où de nouvelles succursales pourraient être ouvertes au cours des trois prochaines années.

Le développement du concept d'une nouvelle signature corporative pour la Banque Laurentienne va de l'avant. La direction a choisi une firme d'architectes et examine plusieurs propositions de concept. La mise en place de la nouvelle signature est prévue au cours du deuxième semestre 2004.

- *Déploiement du projet Entrepreneurship*

Le déploiement du projet *Entrepreneurship* à l'ensemble du réseau de succursales constitue la plus importante réalisation de ce premier trimestre. Les succursales ont été regroupées en 25 marchés locaux, gérés dorénavant selon ce nouveau concept destiné à améliorer la satisfaction des clients et motiver les équipes de vente afin de stimuler une croissance rentable. Des programmes de rémunération incitative, basés sur la rentabilité des marchés locaux, ont également été adoptés afin d'accroître l'engagement des employés. Le déploiement du projet *Entrepreneurship* a nécessité la nomination de 25 nouveaux directeurs qui sont responsables des succursales de la Banque situées dans chacun de leurs marchés locaux ainsi que la nomination de directeurs pour toutes les succursales.

- *Approche « détaillant » pour le service à la clientèle et amélioration de la stratégie multi-canaux à travers le Canada*

Au mois de janvier 2004, la Banque a lancé sa nouvelle campagne publicitaire dont le thème est OSEZ! C'est le défi que la Banque Laurentienne lance à tous les consommateurs, propriétaires, investisseurs et entrepreneurs du Québec, dans le cadre de son offre de produits et services en succursales. Cette campagne attire l'attention sur le caractère distinctif de la Banque et sur le fait qu'elle représente une alternative aux autres institutions financières.

D'autres initiatives ont été mises en oeuvre afin de promouvoir les produits et services offerts par la Banque dont, à titre d'exemple, le nouveau Programme *Passeport*^{MD}, offert exclusivement aux détenteurs de la carte de crédit VISA Or Banque Laurentienne. Ailleurs au Canada, la Banque a consacré énergies et ressources au soutien de ses services de financement aux points de vente, un important secteur de ses activités. La conclusion d'une entente de financement avec Genmar, un fabricant de bateaux de plaisance renommé, compte également au nombre des réalisations du premier trimestre 2004.

Services financiers aux entreprises

Le revenu net s'élevait à 6,7 millions \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 2,1 millions \$ au quatrième trimestre 2003 et 6,9 millions \$ au premier trimestre 2003. Les résultats pour le premier trimestre 2004 ont été avantagés par la diminution des pertes sur prêts qui sont passées de 8,3 millions \$ au quatrième trimestre 2003 à 4,4 millions \$ au 31 janvier 2004. Les efforts considérables déployés au cours des 18 derniers mois afin d'améliorer la qualité du crédit commencent à produire des résultats encourageants, comme en témoigne la diminution des pertes sur prêts. La diminution de l'exposition aux risques de crédit s'est poursuivie au cours du trimestre et il ne reste que 5 prêts de plus de 20 millions \$.

Dans le créneau des prêts aux petites et moyennes entreprises (PME), la dernière étapes de la réorganisation des activités a été complétée au Québec. Ainsi, les Services financiers aux entreprises se sont vu confier la responsabilité de toutes les activités commerciales. La Banque a désormais 6 centres régionaux dévoués au marché des PME au Québec, tandis que 3 centres de services aux micro-entreprises pourvoient aux besoins des professionnels et travailleurs autonomes.

Le groupe dédié au marché immobilier a continué de bien performer, tout en maintenant un excellent niveau de qualité de crédit. Les signes de ralentissement deviennent toutefois évidents dans certaines régions et la Banque devra relever le défi d'améliorer son positionnement dans d'autres grands centres urbains afin de générer une croissance des volumes de prêts.

La croissance du portefeuille de prêts agricoles a souffert des perturbations survenues au cours de la dernière année. Néanmoins, le potentiel de croissance demeure intéressant et les affaires devraient s'améliorer, après la pause ayant permis de consolider les opérations et ressources.

B2B Trust

B2B Trust a amélioré sa contribution aux résultats consolidés du premier trimestre 2004, l'établissant à 3,3 millions \$ alors qu'elle s'élevait à 2,5 millions \$ au quatrième trimestre 2003 et à 3,1 millions \$ au premier trimestre 2003. Ce résultat a été avantagé par un ajustement de 1,0 million \$ des actifs d'impôts futurs, découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario tel qu'annoncée récemment.

Les bénéfices d'exploitation, avant impôts sur le revenu, ont légèrement diminué par rapport au quatrième trimestre 2003, passant de 5,3 millions \$ à 5,0 millions \$ pour le premier trimestre 2004. Cette diminution est attribuable à la baisse du revenu net d'intérêt, contrebalancée en partie par l'augmentation des autres revenus, tandis que les frais sont

demeurés relativement stables. Les changements dans la composition de l'actif et les frais de financement, associés aux divers portefeuilles, ont entraîné une diminution des marges nettes d'intérêt par rapport à l'exercice financier précédent. Les prêts douteux ont légèrement augmenté, passant de 2,4 millions \$ au 31 octobre 2003 à 2,9 millions \$ au 31 janvier 2004.

Le ratio d'efficacité s'établissait à 62,5 % pour le premier trimestre 2004, comparativement à 61,8 % pour le quatrième trimestre 2003 et à 57,1 % pour le premier trimestre 2003.

Le marché des prêts à l'investissement manifeste de nouveau des signes de croissance alors que les ventes de fonds communs de placement ont repris de la vigueur au cours du trimestre. Les énergies et les ressources de B2B Trust demeurent toujours aussi axées sur la maximisation des avantages liés à ses alliances avec les distributeurs de produits financiers, sans toutefois négliger les mesures tactiques nécessaires pour assurer une meilleure diversification de sa gamme de produits de crédit et donc de ses sources de revenus. B2B Trust a continué, de plus, à assurer un contrôle serré de ses dépenses d'exploitation.

Gestion du patrimoine et Courtage

La ligne d'affaires Gestion du patrimoine et Courtage a déclaré un revenu net de 1,2 million \$ au premier trimestre 2004, comparativement à 0,8 million \$ au quatrième trimestre 2003 et 7,4 millions \$ au premier trimestre 2003. Les résultats du premier trimestre 2003 incluaient un gain avant impôts sur le revenu de 8,5 millions \$ sur la vente d'actions de TSX Group Inc. En excluant ce gain, les résultats pour le premier trimestre 2003 s'établissaient à 0,7 million \$.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a amélioré de manière substantielle sa contribution aux résultats du premier trimestre 2004, comparativement au quatrième trimestre 2003, soit de 0,8 million \$ à 1,2 million \$. La hausse des activités sur les marchés institutionnels et de détail a entraîné une hausse des revenus de plus de 30 %, soit de 4,4 millions \$ au quatrième trimestre 2003 à 5,9 millions \$ au premier trimestre 2004. Valeurs mobilières Banque Laurentienne exploite deux secteurs d'activité, soit une division spécialisée dans le domaine du marché obligataire institutionnel, où elle occupe une position de leader, et des activités de courtage au détail. Les activités institutionnelles ont maintenu de bons résultats d'exploitation, alors que les activités de courtage au détail ont continué à améliorer leurs résultats et y contribue maintenant positivement.

La co-entreprise BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs a poursuivi de manière soutenue le développement de sa base de revenus : de 2,0 millions \$ (1,0 million \$ – participation à 50%) au premier trimestre 2003 à 2,4 millions \$ (1,2 million \$ – participation à 50%) au quatrième trimestre 2003, celle-ci s'élevait à 2,5 millions \$ (1,2 million \$ – participation à 50%) au premier trimestre 2004. Le revenu net est marginalement positif pour le trimestre. L'actif administré a augmenté de 6% depuis le début de l'année et de 29% depuis janvier 2003, un résultat attribuable à la combinaison d'un marché des actions propice et de ventes nettes positives de fonds communs de placement et d'autres fonds privés et institutionnels. BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs gère des portefeuilles pour ses divisions de fonds communs de placement et de gestion financière, privée et institutionnelle.

Autres secteurs

La baisse de contribution du secteur Autres est attribuable principalement à la diminution des revenus de pénalités de pré-paiement d'environ 1,9 million \$. Les résultats du quatrième trimestre 2003 incluaient le gain de 69,9 millions \$ réalisé en 2003 sur la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les frais de restructuration de 16,6 millions \$ et le renversement de provision générale pour un montant de 4 millions \$.

À propos de la Banque Laurentienne

Fondée en 1846, la Banque Laurentienne se classe au septième rang des banques à charte canadienne (Annexe I) avec un actif de plus de 16 milliards de dollars. Elle répond à l'ensemble des besoins bancaires et financiers des particuliers, des petites et moyennes entreprises, et des conseillers financiers indépendants, grâce à une gamme complète de produits hautement concurrentiels et à un service personnalisé de qualité supérieure.

Revenu net, excluant les éléments spéciaux

Afin de faciliter l'analyse des données, le revenu net, excluant les éléments spéciaux, a été utilisé tout au long de ce document. De l'avis du comité de direction, ces éléments spéciaux exclus ne devraient pas être pris en considération dans l'analyse de la performance de la Banque. Le revenu net, excluant les éléments spéciaux, n'est pas établi selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, et pourrait ne pas être comparable au revenu net d'une autre entreprise.

Régie d'entreprise

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque ont procédé à la révision du présent communiqué de presse avant sa diffusion aujourd'hui. Les contrôles et procédés relatifs à la présentation de l'information de la Banque permettent au président et chef de la direction et au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Banque de s'assurer de la fidélité des états financiers intermédiaires consolidés.

Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

Le présent communiqué et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés portant sur les affaires et le rendement financier escompté de la Banque Laurentienne. Ces énoncés sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans les énoncés prévisionnels. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs, dont l'activité des marchés financiers mondiaux, les changements des politiques monétaires et économiques des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence et les changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions devraient soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne devraient pas accorder une confiance indue à de tels énoncés prévisionnels. La Banque Laurentienne ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour les conférences téléphoniques successives de B2B Trust et de la Banque Laurentienne qui se tiendront le 27 février 2004, à compter de 9 h 00. Pour écouter ces conférences en direct, en mode écoute seulement, le numéro de téléphone sans frais est 1-888-575-8230.

Pour écouter les conférences en différé, en tout temps de 11 h 00, le 27 février 2004, à minuit, le 5 mars 2004, le numéro à composer est le 1-800-408-3053, code 1527420# pour B2B Trust, et code 1527430# pour la Banque Laurentienne.

Les conférences peuvent également être écoutées par le biais du site Web de la Banque à la section Relations avec les investisseurs.

Ce site Web, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, offre également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière
Robert Cardinal

(514) 284-4500 poste 7535

Relations médias
Nathalie Roberge

(514) 284-4500 poste 7511
tél. cell. (514) 893-3963

Relations avec les investisseurs
Alicia Zemanek

(514) 284-4500 poste 5916
tél. cell. (514) 973-1486

Tableau 1 Points saillants financiers

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf les données par action)	Pour les périodes de trois mois terminées les		
	31 janvier 2004	31 janvier 2003	Variation en pourcentage
Résultats			
Revenu net	13,6 \$	19,9 \$	(31,7)%
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	10,1 \$	16,3 \$	(38,0)%
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	6,0 %	10,3 %	
Par action ordinaire			
Revenu net			
de base	0,43 \$	0,70 \$	(38,6)%
dilué	0,43 \$	0,70 \$	(38,6)%
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	- %
Valeur comptable	28,86 \$	26,98 \$	7,0 %
Cours de l'action - clôture	28,60 \$	25,95 \$	10,2 %
Situation financière			
Actif au bilan	16 723 \$	18 582 \$	(10,0)%
Actif administré	15 765 \$	15 128 \$	4,2 %
Prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, montant net	12 421 \$	14 067 \$	(11,7)%
Dépôts de particuliers	10 601 \$	12 055 \$	(12,1)%
Avoir des actionnaires, part des actionnaires sans contrôle dans une filiale et débetures	1 320 \$	1 280 \$	3,1 %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	23 479	23 412	0,3 %
Prêts douteux nets (en % des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente)	0,1 %	0,1 %	
Actif pondéré par le risque	8 120,5 \$	9 210,2 \$	(11,8)%
Ratio de capital BRI			
Première catégorie	10,7 %	9,0 %	
Capital total	16,0 %	13,5 %	
Ratio de l'actif sur le capital BRI	12,9 x	15,1 x	
Avoir des actionnaires ordinaires tangibles en pourcentage de l'actif pondéré par le risque	8,2 %	6,8 %	
RATIOS FINANCIERS			
Par action ordinaire			
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)	9,3 x	24,5 x	
Valeur au marché / valeur comptable	99 %	96 %	
Dividende par action / valeur au marché	4,06 %	4,47 %	
Ratio du dividende versé	67,3 %	41,5 %	
En pourcentage de l'actif moyen			
Revenu net d'intérêt	1,69 %	1,88 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,24 %	0,24 %	
Revenu net	0,33 %	0,43 %	
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,24 %	0,35 %	
Rentabilité			
Autres revenus (en % du revenu total)	41,9 %	40,7 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	77,0 %	70,8 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS			
Nombre d'employés en équivalent temps plein	3 182	3 711	
Nombre de succursales	154	213	
Nombre de guichets automatiques	282	348	

Tableau 2 État consolidé des résultats

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
Revenu d'intérêt			
Prêts	180 329 \$	214 299 \$	218 663 \$
Valeurs mobilières	19 370	17 743	19 475
Dépôts à d'autres institutions financières	2 651	3 446	1 943
	202 350	235 488	240 081
Frais d'intérêt			
Dépôts et autres éléments de passif	125 384	145 416	145 477
Débitures subordonnées	6 987	6 993	6 992
	132 371	152 409	152 469
Revenu net d'intérêt	69 979	83 079	87 612
Provision pour pertes sur prêts (note 2)	9 750	11 000	11 000
	60 229	72 079	76 612
Autres revenus			
Frais et commissions sur prêts et dépôts	22 214	24 556	25 107
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	12 706	9 672	12 816
Commissions de courtage	5 456	4 054	4 871
Revenus de régimes enregistrés autogérés	3 051	3 085	3 100
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	2 982	2 804	2 725
Revenus d'assurance	1 825	1 181	1 699
Revenus (pertes) de titrisation	267	(120)	1 025
Gain sur cession de succursales	-	69 946	-
Autres	2 001	2 587	8 667
	50 502	117 765	60 010
	110 731	189 844	136 622
Frais autres que d'intérêt			
Salaires et avantages sociaux	46 138	55 883	51 232
Frais de locaux et technologie	26 334	32 805	31 392
Frais de restructuration (note 4)	-	16 634	-
Autres	20 294	20 517	21 952
	92 766	125 839	104 576
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	17 965	64 005	32 046
Impôts sur le revenu	3 354	12 533	11 064
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	14 611	51 472	20 982
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	979	751	1 076
Revenu net	13 632 \$	50 721 \$	19 906 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	3 527	3 466	3 558
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	10 105 \$	47 255 \$	16 348 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	23 457	23 426	23 411
Nombre moyen d'actions ordinaires après dilution (en milliers)	23 501	23 465	23 460
Revenu net par action ordinaire			
de base	0,43 \$	2,02 \$	0,70 \$
dilué	0,43 \$	2,01 \$	0,70 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau 3 Bilan consolidé

(non vérifié)
(en milliers de dollars)

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
ACTIF			
Liquidités			
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	89 185 \$	100 001 \$	139 564 \$
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	385 116	622 923	112 371
Chèques et autres effets en transit, montant net	245 434	111 809	144 088
	<u>719 735</u>	<u>834 733</u>	<u>396 023</u>
Valeurs mobilières			
Portefeuille de placement	1 752 664	2 064 301	2 635 155
Portefeuille de négociation	1 021 636	1 006 575	754 472
	<u>2 774 300</u>	<u>3 070 876</u>	<u>3 389 627</u>
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente	1 335 124	882 036	761 684
Prêts (note 2)			
Personnels	3 566 096	3 646 070	3 858 469
Hypothécaires résidentiels	5 270 246	5 274 128	6 594 425
Hypothécaires commerciaux	669 989	705 101	901 824
Commerciaux et autres	1 507 109	1 571 491	1 848 459
	<u>11 013 440</u>	<u>11 196 790</u>	<u>13 203 177</u>
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(156 954)	(163 177)	(203 643)
	<u>10 856 486</u>	<u>11 033 613</u>	<u>12 999 534</u>
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	229 602	235 286	305 387
Immobilisations	104 907	114 479	142 790
Écarts d'acquisition	54 029	54 029	54 029
Autres éléments d'actif	649 057	512 716	533 237
	<u>1 037 595</u>	<u>916 510</u>	<u>1 035 443</u>
	<u>16 723 240 \$</u>	<u>16 737 768 \$</u>	<u>18 582 311 \$</u>
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES			
Dépôts			
Particuliers	10 600 746 \$	10 508 592 \$	12 055 270 \$
Entreprises et autres	1 893 707	2 784 357	3 063 940
	<u>12 494 453</u>	<u>13 292 949</u>	<u>15 119 210</u>
Autres			
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert	1 689 884	969 663	800 329
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	72 786	173 246	345 487
Acceptations	229 602	235 286	305 387
Autres éléments de passif	916 491	751 484	732 152
	<u>2 908 763</u>	<u>2 129 679</u>	<u>2 183 355</u>
Débitures subordonnées	400 000	400 000	400 000
Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale	42 438	41 827	47 743
Avoir des actionnaires			
Capital-actions (note 3)			
Actions privilégiées	200 000	200 000	200 400
Actions ordinaires	247 789	246 813	246 305
Bénéfices non répartis	429 797	426 500	385 298
	<u>877 586</u>	<u>873 313</u>	<u>832 003</u>
	<u>16 723 240 \$</u>	<u>16 737 768 \$</u>	<u>18 582 311 \$</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau 5 État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	13 632 \$	50 721 \$	19 906 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :			
Provision pour pertes sur prêts	9 750	11 000	11 000
Gains sur les activités de titrisation	-	-	(1 859)
Pertes nettes sur disposition d'immobilisations	116	-	2 445
Frais de restructuration (note 4)	-	17 360	-
Gain sur cession de succursales	-	(69 946)	-
Gains nets sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(7 048)	(973)	(10 153)
Charge d'impôts futurs (récupération)	(1 222)	8 993	4 091
Amortissements	9 599	11 128	10 010
Variation nette des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	(15 061)	(101 269)	211 000
Variation des intérêts courus à recevoir	5 732	(6 669)	10 133
Augmentation des gains non réalisés et des montants à recevoir sur les instruments financiers dérivés	(155 740)	(10 751)	(12 743)
Variation des intérêts courus à payer	51 418	28 722	31 402
Augmentation des pertes non réalisées et des montants à payer sur les instruments financiers dérivés	129 520	11 499	3 410
Autres, net	(239)	(29 906)	1 147
	40 457	(80 091)	279 789
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation nette des dépôts	(798 496)	356 978	150 936
Variation nette des engagements afférents à des actifs vendus à découvert	720 221	(256 026)	(60 691)
Variation nette des engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	(100 460)	(111 922)	(102 375)
Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission (note 3)	976	483	75
Rachat d'actions ordinaires d'une filiale	-	(3 247)	-
Dividendes, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(10 715)	(10 642)	(10 796)
	(188 474)	(24 376)	(22 851)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition d'actifs nets	-	-	(28 427)
Variation nette des dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	237 807	(125 526)	152 601
Acquisitions de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(5 376 982)	(7 262 323)	(9 098 157)
Échéances de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	24 298	164 394	-
Produits de disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	5 671 369	6 703 887	8 557 740
Variation nette des prêts	167 377	122 582	100 040
Variation nette des actifs achetés en vertu d'ententes de revente	(453 088)	425 296	108 146
Produits de la titrisation de prêts hypothécaires	-	-	39 836
Acquisitions d'immobilisations	(2 705)	-	(694)
Flux de trésorerie nets résultant de la cession de succursales	-	165 112	-
Produit de disposition d'immobilisations	2 750	5 759	6 930
	270 826	199 181	(161 985)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	122 809	94 714	94 953
Espèces et quasi-espèces en début de période	211 810	117 096	188 699
Espèces et quasi-espèces en fin de période	334 619 \$	211 810 \$	283 652 \$
Les espèces et quasi-espèces se détaillent comme suit :			
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	89 185 \$	100 001 \$	139 564 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	245 434	111 809	144 088
	334 619 \$	211 810 \$	283 652 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :			
Intérêts versés durant la période	82 035 \$	174 404 \$	125 361 \$
Impôts sur le revenu payés durant la période	10 915 \$	5 133 \$	3 413 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau 6

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées)

1. Conventions comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de Banque Laurentienne du Canada ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) pour les états financiers intermédiaires. Par conséquent, ils ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers vérifiés consolidés de la Banque au 31 octobre 2003, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes, à tous les égards importants, aux PCGR. Ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction en tenant compte de leur importance relative. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Instruments financiers dérivés

Le 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté la note d'orientation en comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) no 13 (NOC-13), intitulée « Relations de couverture » ainsi que l'abrégié des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux no 128 (CPN-128), intitulé « Comptabilisation des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction (négociation) ou de spéculation ou à des fins autres que de couverture ». Cette note d'orientation établit certaines conditions d'admissibilité à l'utilisation de la comptabilité de couverture, lesquelles sont plus rigoureuses et moins informelles que les normes précédentes.

Les produits dérivés sont principalement utilisés pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt et des devises. Les produits dérivés sont également utilisés dans les activités de négociation ou pour répondre aux besoins des clients.

Les produits dérivés utilisés afin de gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêt liés à ces instruments dérivés sont comptabilisés et inclus dans le revenu d'intérêt ou les frais d'intérêt dans les états consolidés des résultats et présentés dans les autres actifs ou les autres passifs dans le bilan consolidé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés pour gérer ses propres risques, la Banque détermine pour chaque produit dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie. La couverture est documentée dès sa mise en place, pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif ou le passif couvert, le risque géré par l'opération de couverture, le type de produit dérivé utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser comme prévu la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie.

Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme. Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable. Lorsqu'un produit dérivé s'avère efficace pour la couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie, la juste valeur du produit dérivé est constatée dans les autres éléments d'actif ou de passif à leur montant brut et le gain ou la perte lié à ce produit dérivé est reporté.

S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace ou s'il est vendu ou liquidé, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Le gain ou la perte reporté est inscrit au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où l'élément couvert influe sur les résultats. La comptabilité de couverture cesse aussi d'être appliquée au moment de la vente de l'élément couvert ou de sa liquidation avant l'échéance prévue. À ce moment, le gain ou la perte reporté est inscrit à la rubrique Autres revenus.

Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont inscrits à leur juste valeur brute dans les autres éléments d'actif ou de passif, toute variation de cette juste valeur étant constatée à la rubrique Autres revenus. Il est toujours possible de désigner ces produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation à titre de couverture dans de futures relations de couverture. Au moment de la désignation, toute juste valeur antérieurement inscrite au bilan consolidé sera amortie dans les autres revenus sur la durée résiduelle du produit dérivé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Autres revenus. Les gains et les pertes non réalisés sont inscrits à leur montant brut dans les autres éléments d'actif ou de passif.

Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Les dépôts de garantie obligatoires sont également inclus dans les autres éléments d'actif.

Au 1^{er} novembre 2003, l'application de ces directives a eu pour effet d'augmenter les autres éléments d'actif et les gains reportés de 108 810 000 \$, dont 19 087 000 \$ sont liés à des produits dérivés qui étaient toujours désignés comme couverture. De plus, les autres éléments de passifs et les pertes reportées ont été augmentés de 102 553 000 \$, dont 4 434 000 \$ sont liés à des produits dérivés qui étaient toujours désignés comme couverture. Selon les règles de transition de la nouvelle norme, les pertes reportées nettes liées aux instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est plus appropriée s'élèvent à 8 396 000 \$ au 1^{er} novembre 2003. Ces pertes reportées nettes seront constatées aux résultats sur la durée résiduelle des éléments de couverture. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu de répercussion importante sur les résultats de la période courante.

Tableau 6

1. Conventions comptables (suite)

Principes comptables généralement reconnus

En juillet 2003, l'ICCA a publié le chapitre 1100 intitulé « Principes comptables généralement reconnus ». Ce chapitre établit des normes de communication d'une information financière en conformité avec les PCGR et indique quelles sont les sources à consulter lors du choix des conventions comptables à employer ou de la détermination des informations à fournir, dans les cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des PCGR. L'adoption initiale de ce nouveau chapitre, appliqué de façon prospective le 1^{er} novembre 2003, n'a pas eu de répercussion importante sur les états financiers consolidés de la Banque. Toutefois, la Banque poursuit son analyse des incidences du nouveau chapitre et il est possible, une fois l'analyse complétée, que certains postes du bilan, qui historiquement étaient présentés sur la base de leur valeur nette conformément aux pratiques de l'industrie bancaire canadienne, soient reclassés et présentés sur la base de leur valeur brute.

Modifications de conventions comptables à venir

Présentation des passifs et capitaux propres

En novembre 2003, le conseil des normes comptables a approuvé une modification au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation » en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres, soient présentées comme des passifs. Par suite de la modification, les titres émis par la Banque qui lui confèrent le droit absolu de régler le principal au moyen de liquidités ou de ses instruments de capitaux propres, pour une valeur équivalente, ne seront plus présentés comme des éléments de capitaux propres. Les recommandations s'appliquent de façon rétroactive à tous les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2004.

2. Prêts

A) Prêts et prêts douteux

Au 31 janvier 2004

(en milliers de dollars)	Montant brut				
	Montant brut des prêts	des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 566 096 \$	22 842 \$	9 740 \$	19 999 \$	29 739 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 270 246	13 365	3 518	4 841	8 359
Prêts hypothécaires commerciaux	669 989	12 857	5 771	5 265	11 036
Prêts commerciaux et autres	1 507 109	118 399	60 675	27 645	88 320
Provision générale non attribuée	-	-	-	19 500	19 500
	11 013 440 \$	167 463 \$	79 704 \$	77 250 \$	156 954 \$

Au 31 octobre 2003

(en milliers de dollars)	Montant brut				
	Montant brut des prêts	des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 646 070 \$	19 594 \$	9 311 \$	19 715 \$	29 026 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 274 128	13 991	3 741	5 611	9 352
Prêts hypothécaires commerciaux	705 101	13 030	6 048	7 561	13 609
Prêts commerciaux et autres	1 571 491	138 571	66 827	20 167	86 994
Provision générale non attribuée	-	-	-	24 196	24 196
	11 196 790 \$	185 186 \$	85 927 \$	77 250 \$	163 177 \$

Au 31 janvier 2003

(en milliers de dollars)	Montant brut				
	Montant brut des prêts	des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 858 469 \$	24 742 \$	7 032 \$	20 108 \$	27 140 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 594 425	11 159	5 310	5 468	10 778
Prêts hypothécaires commerciaux	901 824	17 656	9 460	9 435	18 895
Prêts commerciaux et autres	1 848 459	164 886	96 091	25 898	121 989
Provision générale non attribuée	-	-	-	24 841	24 841
	13 203 177 \$	218 443 \$	117 893 \$	85 750 \$	203 643 \$

B) Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier

(en milliers de dollars)	2004					2003
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Total des provisions spécifiques	Total des provisions spécifiques
Solde en début de période	9 311 \$	3 741 \$	6 048 \$	66 827 \$	85 927 \$	132 381 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	5 211	693	(17)	3 863	9 750	11 000
Radiations	(5 582)	(934)	(262)	(10 085)	(16 863)	(26 573)
Recouvrements	800	18	2	70	890	1 085
Solde en fin de période	9 740 \$	3 518 \$	5 771 \$	60 675 \$	79 704 \$	117 893 \$

Tableau 6

2. Prêts (suite)

C) Provisions générales pour pertes sur prêts

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier

(en milliers de dollars)						2004	2003
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Provision générale non attribuée	Total des provisions générales	Total des provisions générales
Solde en début de période	19 715 \$	5 611 \$	7 561 \$	20 167 \$	24 196 \$	77 250 \$	85 500 \$
Variation au cours de la période	284	(770)	(2 296)	7 478	(4 696)	-	-
Provision pour pertes sur prêts résultant d'une acquisition	-	-	-	-	-	-	250
Solde en fin de période	19 999 \$	4 841 \$	5 265 \$	27 645 \$	19 500 \$	77 250 \$	85 750 \$

3. Capital-actions

Émission d'actions ordinaires

Au cours du premier trimestre de 2004, 43 810 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions pour la direction de la Banque pour une contrepartie au comptant de 976 000 \$.

Émis et en circulation

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions)	Au 31 janvier 2004		Au 31 octobre 2003	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾				
Série 7	2 000 000	50 000 \$	2 000 000	50 000 \$
Série 8	2 000 000	50 000	2 000 000	50 000
Série 9	4 000 000	100 000	4 000 000	100 000
Total du capital-actions privilégié	8 000 000	200 000	8 000 000	200 000
Actions ordinaires	23 479 395	247 789	23 435 585	246 813
Total du capital-actions		447 789 \$		446 813 \$

⁽¹⁾ Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

	Au 31 janvier 2004	Au 31 octobre 2003
	Nombre	Nombre
Options d'achat d'actions		
En circulation, à la fin de la période	512 656	595 522
Pouvant être levées à la fin de la période	413 331	476 848

4. Frais de restructuration

Le tableau suivant présente la variation des frais de restructuration au cours de la période de trois mois se terminant le 31 janvier 2004. Le solde des frais de restructuration est inclus dans les autres éléments de passif au bilan consolidé.

Programme 2003

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2004

(en milliers de dollars)	Radiation de matériel		
	informatique et logiciels et de résiliation de baux	Ressources humaines	Total des frais de restructuration
Solde au début de la période	5 944 \$	3 163 \$	9 107 \$
Montant utilisé			
Services financiers aux particuliers	1 830	642	2 472
Services financiers aux entreprises	134	387	521
Autres secteurs	638	498	1 136
Solde à la fin de la période	3 342 \$	1 636 \$	4 978 \$

5. Frais liés au transfert des activités et autres frais

Au 31 octobre 2003, une provision avait été constituée relativement aux frais liés au transfert des activités et autres frais relatifs à la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien pour un montant de 11 783 000 \$ au moment de la cession des succursales. Au cours de la période de trois mois se terminant le 31 janvier 2004, les frais utilisés s'élevaient à 885 000 \$. Le solde des frais sera encouru d'ici l'achèvement du transfert des activités.

Tableau 6

6. Événement postérieur à la date du bilan

Cession d'un portefeuille de prêts sur cartes de crédit

Le 2 février 2004, la Banque a vendu son portefeuille de prêts sur cartes de crédit, ainsi que les droits contractuels y afférents, de l'Ontario et de l'Ouest canadien, évalué à 27 900 000 \$, à la Banque MBNA Canada. Le prix de vente, payé en espèces le 2 février 2004, s'est élevé à approximativement 32 900 000 \$, pour un gain de 4 600 000 \$, net des frais associés à la transaction et des frais de conversion applicables.

Tableau 6

7. Information sectorielle

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2004						
(en milliers de dollars)	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾	60 415 \$	14 736 \$	10 755 \$	341 \$	(16 268) \$	69 979 \$
Autres revenus	21 173	8 331	4 232	6 792	9 974	50 502
Revenu total	81 588	23 067	14 987	7 133	(6 294)	120 481
Provision pour pertes sur prêts	4 720	4 400	630	-	-	9 750
Frais autres que d'intérêt	65 337	8 607	9 367	5 281	4 174	92 766
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	11 531	10 060	4 990	1 852	(10 468)	17 965
Impôts sur le revenu (récupération)	4 028	3 417	683	627	(5 401)	3 354
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	979	-	-	979
Revenu (perte) net (te)	7 503 \$	6 643 \$	3 328 \$	1 225 \$	(5 067) \$	13 632 \$
Actif moyen ⁽²⁾	8 373 584 \$	2 440 058 \$	2 640 343 \$	1 357 296 \$	1 680 952 \$	16 492 233 \$
Prêts moyen ⁽²⁾	8 170 656 \$	1 969 199 \$	1 948 727 \$	8 \$	(1 405 119) \$	10 683 471 \$
Dépôts moyen ⁽²⁾	9 179 203 \$	86 216 \$	2 345 559 \$	265 \$	1 418 873 \$	13 030 116 \$
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	80,1 %	37,3 %	62,5 %	74,0 %	s/o	77,0 %

Pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2003						
(en milliers de dollars)	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres ⁽⁴⁾	Total
Revenu net d'intérêt	65 755 \$	15 256 \$	11 254 \$	324 \$	(9 510) \$	83 079 \$
Autres revenus	23 376	6 344	3 832	5 329	78 884	117 765
Revenu total	89 131	21 600	15 086	5 653	69 374	200 844
Provision pour pertes sur prêts	6 229	8 326	445	-	(4 000)	11 000
Frais autres que d'intérêt	81 933	9 774	9 316	4 440	20 376	125 839
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	969	3 500	5 325	1 213	52 998	64 005
Impôts sur le revenu	372	1 430	2 034	405	8 292	12 533
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	751	-	-	751
Revenu net	597 \$	2 070 \$	2 540 \$	808 \$	44 706 \$	50 721 \$
Actif moyen ⁽²⁾	10 842 965 \$	2 542 935 \$	2 611 548 \$	1 159 962 \$	1 288 828 \$	18 446 238 \$
Prêts moyen ⁽²⁾	10 635 308 \$	2 040 352 \$	2 003 502 \$	8 \$	(1 809 224) \$	12 869 946 \$
Dépôts moyen ⁽²⁾	11 021 492 \$	55 476 \$	2 341 504 \$	262 \$	1 796 629 \$	15 215 363 \$
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	91,9 %	45,3 %	61,8 %	78,5 %	s/o	62,7 %

Tableau 6

7. Information sectorielle (suite)

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2003

(en milliers de dollars)	SFAP	SFAE	B2B	GPC ⁽⁵⁾	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	71 607 \$	16 782 \$	12 324 \$	298 \$	(13 399) \$	87 612 \$
Autres revenus	23 409	6 338	3 899	14 345	12 019	60 010
Revenu total	95 016	23 120	16 223	14 643	(1 380)	147 622
Provision pour pertes sur prêts	7 075	3 612	313	-	-	11 000
Frais autres que d'intérêt	75 891	8 147	9 260	5 152	6 126	104 576
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	12 050	11 361	6 650	9 491	(7 506)	32 046
Impôts sur le revenu (récupération)	4 742	4 477	2 468	2 132	(2 755)	11 064
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	1 076	-	-	1 076
Revenu (perte) net (te)	7 308 \$	6 884 \$	3 106 \$	7 359 \$	(4 751) \$	19 906 \$
Actif moyen ⁽²⁾	11 133 457 \$	2 827 312 \$	2 650 168 \$	1 468 309 \$	370 128 \$	18 449 374 \$
Prêts moyen ⁽²⁾	10 870 596 \$	2 260 072 \$	2 176 702 \$	6 \$	(2 627 426) \$	12 679 950 \$
Dépôts moyen ⁽²⁾	10 898 717 \$	31 804 \$	2 364 185 \$	252 \$	1 960 697 \$	15 255 655 \$
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	79,9 %	35,2 %	57,1 %	35,2 %	s/o	70,8 %

SFAP - Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, les dépôts et prêts hypothécaires provenant de courtiers, à travers le Canada. Cette ligne d'affaires englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE - Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B - B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires à travers le Canada.

GPC - La Gestion du patrimoine et Courtage comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et la quote-part de la Banque dans la coentreprise BLC - Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux lignes d'affaires susmentionnées.

⁽¹⁾ En 2004, la Banque a révisé certains paramètres de son modèle de prix de cession interne, ce qui a eu pour effet de modifier la répartition de la marge nette d'intérêt entre les secteurs.

⁽²⁾ Les éléments d'actif et de passif sont présentés sur la base de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

⁽³⁾ Correspond aux frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total.

⁽⁴⁾ Comprend le gain sur cession de succursales de 69,9 millions \$ (54,9 millions \$ net des impôts) et les frais de restructuration de 16,6 millions \$ (10,8 millions \$ net des impôts).

⁽⁵⁾ Comprend le gain de 8,5 millions \$ (6,7 millions \$ net des impôts) sur la vente d'actions de TSX Group inc.

Tableau 7 Autres revenus

(non vérifiés)

(en milliers de dollars)	2004			
	T4	T3	T2	T1
Frais bancaires sur les dépôts	- \$	- \$	- \$	11 311 \$
Commissions sur prêts	-	-	-	7 814
Commissions sur carte de crédit	-	-	-	3 089
Sous-total - Frais et commissions sur prêts et dépôts	- \$	- \$	- \$	22 214 \$
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	- \$	- \$	- \$	12 706 \$
Commissions de courtage	-	-	-	5 456
Revenus de régimes enregistrés autogérés	-	-	-	3 051
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	-	-	-	2 982
Revenus d'assurance	-	-	-	1 825
Revenus de titrisation	-	-	-	267
Autres	-	-	-	2 001
Sous-total - autres	- \$	- \$	- \$	28 288 \$
Total - autres revenus	- \$	- \$	- \$	50 502 \$
En % de l'actif moyen	- %	- %	- %	1,22 %

(en milliers de dollars)	2003			
	T4	T3	T2	T1
Frais bancaires sur les dépôts	12 939 \$	13 166 \$	13 089 \$	12 088 \$
Commissions sur prêts	8 456	9 152	10 284	9 872
Commissions sur carte de crédit	3 161	3 267	2 831	3 147
Sous-total - Frais et commissions sur prêts et dépôts	24 556 \$	25 585 \$	26 204 \$	25 107 \$
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	9 672 \$	16 505 \$	11 865 \$	12 816 \$
Commissions de courtage	4 054	4 221	3 583	4 871
Revenus de régimes enregistrés autogérés	3 085	3 208	3 242	3 100
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	2 804	2 570	2 555	2 725
Revenus d'assurance	1 181	1 868	1 946	1 699
Revenus (pertes) de titrisation	(120)	(464)	607	1 025
Gain sur cession de succursales	69 946	-	-	-
Autres	2 587	2 363	3 087	8 667
Sous-total - autres	93 209 \$	30 271 \$	26 885 \$	34 903 \$
Total - autres revenus	117 765 \$	55 856 \$	53 089 \$	60 010 \$
En % de l'actif moyen	2,53 %	1,19 %	1,17 %	1,29 %

Tableau 8 Frais autres que d'intérêt

(non vérifiés)

(en milliers de dollars)	2004			
	T4	T3	T2	T1
Salaires et avantages sociaux	- \$	- \$	- \$	46 138 \$
Frais de locaux et technologie				
Amortissement	- \$	- \$	- \$	9 412 \$
Loyers et impôts fonciers	-	-	-	8 116
Équipements et services informatiques	-	-	-	6 824
Entretien et réparation	-	-	-	994
Services d'utilité publique	-	-	-	277
Autres	-	-	-	711
Sous-total - locaux et technologie	- \$	- \$	- \$	26 334 \$
Autres frais				
Taxes et assurances	- \$	- \$	- \$	6 771 \$
Honoraires et commissions	-	-	-	3 431
Communications et frais de déplacement	-	-	-	4 167
Publicité et développement des affaires	-	-	-	2 410
Articles de bureau et publications	-	-	-	1 333
Recrutement et formation	-	-	-	779
Autres	-	-	-	1 403
Sous-total - autres frais	- \$	- \$	- \$	20 294 \$
Total - frais autres que d'intérêt	- \$	- \$	- \$	92 766 \$
En % de l'actif moyen	- %	- %	- %	2,24 %

(en milliers de dollars)	2003			
	T4	T3	T2	T1
Salaires et avantages sociaux	55 883 \$	49 946 \$	47 883 \$	51 232 \$
Frais de locaux et technologie				
Amortissement	10 940 \$	11 002 \$	10 626 \$	9 822 \$
Loyers et impôts fonciers	9 669	9 935	9 921	9 309
Équipements et services informatiques	9 954	10 013	8 789	9 675
Entretien et réparation	1 566	1 461	1 619	1 624
Services d'utilité publique	320	339	522	662
Autres	356	276	282	300
Sous-total - locaux et technologie	32 805 \$	33 026 \$	31 759 \$	31 392 \$
Frais de restructuration	16 634 \$	3 091 \$	- \$	- \$
Autres frais				
Taxes et assurances	6 944 \$	7 054 \$	5 941 \$	6 283 \$
Honoraires et commissions	5 182	4 406	5 075	4 096
Communications et frais de déplacement	4 429	4 492	4 529	4 647
Publicité et développement des affaires	2 748	2 605	2 567	2 514
Articles de bureau et publications	1 495	1 503	2 302	1 631
Recrutement et formation	598	488	641	506
Autres	(879)	2 731	1 326	2 275
Sous-total - autres frais	20 517 \$	23 279 \$	22 381 \$	21 952 \$
Total - frais autres que d'intérêt	125 839 \$	109 342 \$	102 023 \$	104 576 \$
En % de l'actif moyen	2,71 %	2,32 %	2,25 %	2,25 %

Tableau 9 Actif pondéré par le risque

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Facteur de pondération BRI	Au 31 janvier 2004		Au 31 octobre 2003		Au 31 janvier 2003	
		Capital nominal brut	Solde pondéré par le risque	Capital nominal brut	Solde pondéré par le risque	Capital nominal brut	Solde pondéré par le risque
ACTIF AU BILAN							
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	0 %	85 258 \$	- \$	97 882 \$	- \$	135 877 \$	- \$
	20 %	3 927	785	2 119	424	3 687	737
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	20 %	385 116	77 023	622 923	124 584	112 371	22 475
Chèques et autres effets en transit, montant net	20 %	245 434	49 087	111 809	22 362	144 088	28 818
Valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada ou des provinces	0 %	2 249 624	-	2 551 061	-	3 031 493	-
Valeurs mobilières émises ou garanties par des corps municipaux	20 %	48 945	9 789	33 323	6 665	26 061	5 212
Autres valeurs mobilières	100 %	340 284	340 284	332 111	332 111	260 526	260 526
	20 %	83 160	16 632	100 101	20 020	52 063	10 413
	0 %	52 287	-	54 280	-	19 484	-
Prêts hypothécaires							
Assurés SCHL	0 %	2 940 432	-	3 031 414	-	3 948 679	-
Autres assurés ⁽¹⁾	0 %	136 325	-	134 135	-	142 614	-
Autres assurés ⁽¹⁾	50 %	15 147	7 574	14 904	7 452	15 846	7 923
Résidentiels 4 logements et moins	50 %	1 696 631	848 316	1 358 217	679 109	1 596 796	798 398
Résidentiels plus de 4 logements	100 %	473 352	473 352	726 106	726 106	879 712	879 712
Non résidentiels	100 %	658 953	658 953	691 492	691 492	882 929	882 929
Autres prêts, engagements de clients en contrepartie d'acceptations et actifs achetés en vertu d'ententes de revente	0 %	1 696 256	-	1 246 826	-	1 185 803	-
	20 %	441	88	198	40	1 603	321
	100 %	4 803 675	4 803 675	4 947 643	4 947 643	5 412 623	5 412 623
Autres éléments d'actif	100 %	562 184	562 184	596 122	596 122	654 185	654 185
	20 %	438	88	-	-	-	-
Écarts d'acquisition et autres	0 %	245 371	-	85 102	-	75 871	-
Provisions générales			70 438		72 954		80 589
Total - actif au bilan		16 723 240 \$	7 918 268	16 737 768 \$	8 227 084	18 582 311 \$	9 044 861
ÉLÉMENTS HORS BILAN							
Instruments financiers dérivés			67 574		60 293		38 780
Engagements relatifs au crédit			134 688		123 165		126 561
Total - actif pondéré par le risque - BRI			8 120 530 \$		8 410 542 \$		9 210 202 \$

⁽¹⁾ Moins l'ajustement aux fins de garanties.

Tableau 10
Capital réglementaire - BRI

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Au 31 janvier 2004	Au 31 octobre 2003	Au 31 janvier 2003	Variation T1-04/T1-03
Capital de première catégorie				
Capital-actions ordinaires	247 789 \$	246 813 \$	246 305 \$	1 %
Bénéfices non répartis	429 797	426 500	385 298	12
Actions privilégiées non cumulatives	200 000	200 000	200 000	-
Participation sans contrôle dans des filiales (de la catégorie 1)	48 356	41 827	53 030	(9)
Moins écarts d'acquisition	(54 029)	(54 029)	(54 029)	-
Total - capital de première catégorie (A)	871 913	861 111	830 604	5
Capital de seconde catégorie				
Actions privilégiées permanentes	-	-	400	(100)
Débetures subordonnées	400 000	400 000	400 000	-
Provisions générales	70 438	72 954	80 589	(13)
Participation sans contrôle dans des filiales (instruments subordonnés à terme)	-	-	1 413	(100)
Total - capital de seconde catégorie	470 438	472 954	482 402	(2)
Investissement dans une société satellite, titrisation et autres	(44 206)	(54 183)	(73 813)	(40)
Capital réglementaire - BRI (B)	1 298 145 \$	1 279 882 \$	1 239 193 \$	5 %
Total de l'actif pondéré par le risque - BRI (C)	8 120 530 \$	8 410 542 \$	9 210 202 \$	
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	10,7 %	10,2 %	9,0 %	
Ratio BRI total (B/C)	16,0 %	15,2 %	13,5 %	
Ratio de l'actif sur le capital BRI	12,9 x	13,1 x	15,1 x	
Avoir des actionnaires ordinaires tangibles en pourcentage de l'actif pondéré par le risque	8,2 %	7,8 %	6,8 %	